

Consolider la paix au Burundi

Trente-trois dirigeants burundais réunis à Caux pour un dialogue franc.



Discussion en kirundi entre les participants pendant la pause café

FREDERIC CHAVANNE

Au Burundi, une nouvelle équipe issue du groupe rebelle CNDD-FDD est au pouvoir après avoir remporté haut la main toutes les élections en 2005. Mais l'apprentissage de la démocratie n'est pas si aisé quand on a été habitué à utiliser la Kalachnikov pour défendre ses points de vue. Malgré le cessez-le-feu signé en septembre 2006 entre le gouvernement et le Palipehutu-FNL, dernier groupe rebelle à être resté en dehors des institutions politiques, le pays demeure le théâtre de tensions politiques très vives, avec la hantise de voir ressurgir des groupes armés, tandis que la crise économique fait planer le spectre de la famine.

Pour consolider la paix, des liens de confiance entre personnes et entre groupes qui s'opposent doivent être établis. C'est ainsi qu'à la demande de Burundais de tous les partis, un dialogue franc a rassemblé du 22 au 27 avril derniers au centre international d'Initiatives et Changement à Caux en Suisse trente-trois dirigeants burundais, hommes et femmes, parmi lesquels trois anciens présidents de la République, un ancien vice-président, des députés et des sénateurs, des officiers, des responsables d'Eglises, des représentants des médias et de la société civile.

S'ouvrir sur ses peurs et ses blessures intérieures

Réussir une telle rencontre comportait de nombreux défis. Tout d'abord, celui de réunir des personnes qui n'avaient pas forcément envie de se rencontrer, voire redoutaient de

se trouver face à face ; ensuite, celui d'oser aborder les sujets qui divisent ; enfin celui de se parler dans un esprit de franchise et d'humilité. L'ordre du jour avait été préparé au cours des dix-huit mois précédents avec des Burundais de tous bords. Quatre thèmes avaient ainsi été définis : les peurs, les blessures intérieures, les conditions du dialogue et la responsabilité individuelle.

Les organisateurs et l'équipe de bénévoles qui s'étaient mobilisés pour accueillir les délégués ont tout fait pour offrir un cadre qui se démarque des rencontres officielles et créer ainsi une atmosphère invitant chacun à s'ouvrir sur ce qui le préoccupe vraiment, à livrer un peu de sa propre histoire. Pour les participants, c'était un exercice auquel ils n'étaient pas habitués mais ils ont joué le jeu et, dès le premier jour, la parole a commencé à se libérer.

« Je me suis souvent demandée pourquoi la violence perdure dans notre pays. Ici, j'ai trouvé la réponse : toute blessure qui n'est pas transformée est transférée. »

« Ici, nous avons fait l'apprentissage de l'écoute attentive de l'autre, a commenté l'un des participants lors de la séance d'évaluation. Pour guérir nos blessures, pour vaincre nos peurs, il faut se garder d'accuser l'autre mais s'interroger sur notre part de responsabilité dans ce qui l'a blessé. Dans un pays comme le nôtre, longtemps marqué par des blessures sanglantes, la réconciliation et le rétablissement de la paix est un processus long qui dépend de

l'effort de chacun. Nous devons nous approprier cette démarche et la partager ensuite dans les états-majors de nos partis, sur nos lieux de travail et dans nos familles. »

Un changement radical dans les façons de penser

Ces échanges à cœur ouvert ont amorcé un changement radical dans les façons de penser et de se considérer les uns les autres. Quand une personne raconte avec simplicité et parfois émotion un épisode difficile voire tragique de sa vie, elle bouleverse l'image que l'on avait d'elle. Habituellement, chacun veut se montrer fort, habile, incontournable. Et l'on finit par avoir peur les uns des autres. Mais quand on accepte de se montrer dans sa vulnérabilité, on se retrouve étonnamment proches dans son humanité. « Rien que de voir votre

portrait me donnait la chair de poule, a confié une participante à l'un des anciens chefs d'Etat. Aujourd'hui, j'ai trouvé en vous un ami. » Plusieurs participants ont évoqué ce qu'avait significatif pour eux de converser ou de prendre un repas avec un chef rebelle redouté : « Il n'était pas le diable que l'on croyait. »

« Depuis longtemps, je me suis demandée pourquoi la violence perdure dans notre pays, a confié une participante. Ici, j'ai trouvé la réponse

dans cette phrase : toute blessure qui n'est pas transformée est transférée. » Les participants sont repartis avec cette espérance qu'il est possible de se libérer du cercle vicieux de la peur et de la violence s'ils travaillent sur leurs souvenirs négatifs qui engendrent la peur, la suspicion et la haine. Parler de ses blessures met sur la voie de la guérison même si l'on se sent en désarroi face à l'exigence du pardon comme on a pu le comprendre grâce au témoignage courageux d'un participant victime de sévices qui l'ont profondément humilié.

Le pas suivant, c'est de prendre en charge la peur et la souffrance de l'autre. Les participants se sont interrogés sur les raisons qui avaient pu conduire en dernière minute au refus de participer des représentants du pouvoir en place. « Pouvons-nous chercher ce qui, en nous, pourrait être source de peurs pour nos adversaires, a-t-il été demandé, et leur envoyer un signal fort comme quoi nous portons avec eux la situation difficile du pays et aimerions chercher ensemble comment y faire face ? » Imaginons ce que deviendrait la vie politique d'un pays si chaque protagoniste adoptait une telle attitude !

Burundais, en langue kirundi, sans ordre du jour préétabli. Cette écoute sans conditions et sans limites a été un moment décisif pour ce représentant du groupe rebelle qui s'était senti marginalisé et méprisé depuis des années. Il trouvait là une réponse à ce qui avait poussé son groupe dans son attitude jusqu'au-boutiste.

« Les erreurs reconnues ne sont plus des erreurs, elles deviennent des expériences. »

Au fil des échanges, la réflexion a évolué vers une recherche de ce qui est juste pour soi comme pour son adversaire, un tout autre jeu que celui de l'habileté politique et des rapports de force.

Les accords politiques n'ont pas suffi à réduire les peurs. « Il y a celui qui les subit et celui qui les provoque, a remarqué un participant. Sur qui faut-il agir ? » Réponse : celui qui inflige la peur a parfois été celui qui l'a d'abord subie. Autrement dit, nous avons tous été à un moment ou à un autre en position de victimes ou de bourreaux. Si l'on veut agir, il faut veiller à ne pas enfermer celui qui a mal agi dans sa culpabilité.

voudrait trouver les garanties qui lui permettent de vivre en paix et en sécurité. Mais comme l'a dit un participant, le problème se trouve plus dans l'application des textes que dans les textes eux-mêmes. « Toute personne a le devoir de respecter les autres et de leur témoigner de sa considération », affirme par exemple

l'article 62. Il sera cependant difficile de légiférer sur « la considération » à laquelle chacun a droit, commentait un autre participant.

Pour la clôture de la table ronde, une vingtaine de diplomates sont venus rencontrer les délégués. Parmi eux, des représentants du Département fédéral des Affaires Etrangères suisse qui a financé la préparation et la tenue de la table ronde.

Une mission de suivi s'est rendue à Bujumbura pour présenter aux autorités et aux institutions internationales présentes sur place le processus et le résultat de la table ronde. La prochaine étape est de mettre en route la méthodologie du dialogue franc. L'association locale d'Initiatives et Changement créée en 2005 et dénommée ABRAM (association burundaise pour le Réarmement moral, qui reprend l'ancien nom du mouvement) va se mobiliser pour ce projet.

Des relations humaines restaurées rendront possible le retour à un jeu politique normalisé et à un fonctionnement démocratique des institutions. Les Burundais peuvent s'appuyer sur leur riche héritage culturel. A plusieurs reprises, ils ont évoqué le concept d'« Ubushingantahe », c'est-à-dire un conseil de sages issus de la tradition, avec l'idée de lui redonner toute sa place. Un dicton burundais rappelle opportunément : « Le chemin qui va au ciel passe par la maison de ton ennemi. » Et dans sa sagesse, un des participants concluait : « Les erreurs reconnues ne sont plus des erreurs, elles deviennent des expériences. »

FREDERIC CHAVANNE



Pascal, Vestine, Floride, Andrew, Danièle et Rose lors de la journée de clôture de la table ronde

Un autre jeu que celui de l'habileté politique et des rapports de force

« Ils m'ont écouté pendant une heure, j'ai pu vraiment dire tout ce que j'avais à dire, a confié le porte-parole du Palipehutu-FNL à l'issue de la cinquième journée. C'était la meilleure journée de Caux. » Le programme de ce jour-là : échange à huis-clos entre

Pierre Salvi, député maire de Montreux, est venu présenter certains aspects du fonctionnement des institutions politiques en Suisse. Il a manifestement interpellé son auditoire. Suggestion a été faite d'échanges futurs afin de faire profiter les institutions burundaises de l'expérience suisse.

Un atelier a été organisé sur la Constitution, dans laquelle chacun

Frédéric Chavanne